

No :  
500-06-000967-196

Référé  
de

Salle  
prévue  
12.51

Date

Le 14 novembre 2019

L'HONORABLE ANDRÉ PRÉVOST, J.C.S.

JP1827

**Procureur(s)**

<b>EN DEMANDE</b>		<b>Procureur(s)</b>	
LA LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC Et ALEXANDRE LAMONTAGNE	Absents	Me Papa-Mike Diomande <i>Papa-Mike Diomande, Avocat</i>	Absent
<b>EN DÉFENSE</b>		Me Chantal Bruyère <i>Gagnier Guay Biron</i>	Absente
VILLE DE MONTRÉAL	Absente		

Nature de la cause

**ACTION COLLECTIVE**

Montant : \$

**APPROBATION DES AVIS AUX MEMBRES**

Greffier(ière)  
Marthe de Launière, g.a.c.s.

Interprète

Sténographe

**ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE**

Audition AM :	Début	Fin	Audition PM :	Début	Fin

Affaires référées au maître des rôles

Résultat de l'audition

HEURE

**DÉCISION DU TRIBUNAL :**

**CONSIDÉRANT** les discussions tenues lors de la conférence téléphonique de gestion du 6 novembre 2019 et suite à la transmission des avis aux membres corrigés selon les indications du Tribunal;

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

**APPROUVE** les avis corrigés en version longue et abrégée, en version française et anglaise, qui sont joints au présent procès-verbal.

  
Marthe de Launière, g.a.c.s.

  
ANDRÉ PRÉVOST, J.C.S.

**AVIS AUX MEMBRES À LA SUITE D'UN JUGEMENT AUTORISANT  
L'EXERCICE D'UNE ACTION COLLECTIVE**

PRENEZ AVIS que le 7 août 2019, la Cour supérieure du Québec a autorisé La Ligue des Noirs du Québec et Alexandre Lamontagne à déposer une action collective pour profilage racial contre la Ville de Montréal, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Toute personne physique racisée qui, à Montréal entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019 (pour celle ayant subi un préjudice corporel) ou entre le 11 juillet 2018 et le 11 janvier 2019 (pour celle n'ayant pas subi un préjudice corporel), à la suite d'une intervention proactive d'un policier de la Ville de Montréal, a été interpellée, arrêtée et/ou détenue sans justification et a subi du profilage racial, une violation de ses droits de citoyen et/ou toute autre violation de ses droits garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et/ou la Charte québécoise des droits et libertés de la personne »**

L'action collective allègue notamment que les policiers de la Ville de Montréal ont dans le cadre de l'exercice de leur fonction et en position d'autorité, posé des actes discriminatoires fondés sur le profilage racial.

Ainsi, des compensations financières sont réclamées à l'égard des membres du groupe.

Un membre peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal, par courrier recommandé ou certifié au 1 rue Notre-Dame Est, bureau 1.120, Montréal, Québec, H2Y 1B6 au plus tard le **7 février 2020**.

Prenez note que si vous décidez de demeurer membre du groupe, vous n'avez rien à faire pour le moment et il n'y a aucune réclamation à formuler ni aucune somme à distribuer pour le moment.

Les membres ne peuvent être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si elle était rejetée.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

L'avis complet aux membres, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Montréal et sur les sites Web [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca) et [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca)

Les membres du groupe sont représentés par :

**Me Mike Diomande, Avocat**

Papa-Mike Diomande avocat

Téléphone ; (514) 868-0553

Télécopieur : (514) 868-0554

Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

**AVIS AUX MEMBRES**  
**DÉPÔT DE L'ACTION COLLECTIVE LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC**  
**ET ALEXANDRE LAMONTAGNE CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL**  
**AUTORISÉ PAR LE TRIBUNAL**  
**500-06-000967-196**

**PRENEZ AVIS** que l'exercice d'une action collective a été autorisé le 7 août 2019, par l'Honorable André Prévost de la Cour supérieure du Québec contre la Ville de Montréal, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

**« Toute personne physique racisée qui, à Montréal entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019 (pour celle ayant subi un préjudice corporel) ou entre le 11 juillet 2018 et le 11 janvier 2019 (pour celle n'ayant pas subi un préjudice corporel), à la suite d'une intervention proactive d'un policier de la Ville de Montréal, a été interpellée, arrêtée et/ou détenue sans justification et a subi du profilage racial, une violation de ses droits de citoyen et/ou toute autre violation de ses droits garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et/ou la Charte québécoise des droits et libertés de la personne »**

Le statut de représentant pour l'exercice de cette action collective a été attribué à la **Ligue des Noirs du Québec et à la personne désignée, Alexandre Lamontagne.**

Les principales questions qui seront traitées collectivement sont les suivantes:

« 1) Les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal ont-ils, dans le cadre de l'exercice de leur fonction et en position d'autorité, posé des actes discriminatoires fondés sur le profilage racial, le tout contrairement à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne*?

2) Les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal ont-ils violé les droits constitutionnels et /ou quasi constitutionnels des personnes interpellées, arrêtées et détenues, tel que prévu à la Charte québécoise, à la Charte canadienne ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques?

3) Les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal ont-ils commis un ou des abus de procédure?

4) Les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal ont-ils commis un ou des abus de droit?

5) Les fautes commises par les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal ont-elles causé des dommages aux membres du groupe?

6) Les policiers à l'emploi de la Ville de Montréal sont-ils responsables des dommages subis par les membres du groupe?

7) Ville de Montréal est-elle responsable des dommages causés aux membres du groupe par ses policiers dans l'exercice de leur fonction?

8) Quel est le montant des dommages causés aux membres du groupe?

9) Y a-t-il lieu d'accorder des dommages exemplaires pour abus de droit et pour violation des droits fondamentaux en vertu de la Charte québécoise et de la Charte canadienne ? Dans l'affirmative, combien ? »

Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:

- CONDAMNER Ville de Montréal à payer à la personne désignée et à chaque membre du groupe une compensation pour la violation de leurs droits fondamentaux avec intérêts à compter de la signification de la présente demande ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- CONDAMNER Ville de Montréal à payer à la personne désignée et à chaque membre du groupe des dommages exemplaires;
- ORDONNER le recouvrement collectif des réclamations des membres;
- ORDONNER la liquidation des réclamations individuelles des membres;
- CONDAMNER la Ville de Montréal à payer à la personne désignée et à chacun des membres du groupe le montant de sa réclamation individuelle, avec intérêts depuis la signification de la présente demande et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code Civil du Québec*;
- DÉCLARER que le jugement final à intervenir n'éteint pas les droits des membres de réclamer de Ville de Montréal tout autre dommage qu'ils pourraient subir à la suite des fautes commises par ses préposés et qui ne serait pas visés par la présente action collective;
- AVEC FRAIS DE JUSTICE incluant les frais et honoraires des experts et les frais de publication d'avis.

**Si vous souhaitez être inclus dans cette action collective, vous n'avez rien à faire.**

Si vous n'êtes pas un représentant du groupe ou un intervenant à l'action collective, vous n'avez pas à payer les frais de justice de l'action collective.

**Si vous ne souhaitez pas être lié par cette action collective,** vous pouvez vous exclure en envoyant au greffier de la Cour supérieure le formulaire d'exclusion ci-

joint.

Votre formulaire doit être acheminé **avant le 7 février 2020 à 16h30**, à l'adresse suivante :

**Greffier de la Cour supérieure**  
**Palais de justice de Montréal**  
**Dossier : 500-06-000967-196**  
1, rue Notre Dame Est, bureau 1.120  
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Si vous vous excluez, vous ne pourrez obtenir de paiement si l'action collective est accueillie ou si un règlement intervient.

Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu, sera lié par tout jugement et toute transaction/règlement à intervenir sur l'action collective:

Tout membre du groupe qui a déjà introduit une demande personnelle en justice ayant le même objet que l'action collective est réputée s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande personnelle avant l'expiration du délai d'exclusion.

**Un membre peut demander d'intervenir** à l'action collective, et cette demande pourra être autorisée par la Cour si celle-ci est considérée utile au groupe.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Un avis aux membres quant à cette action, incluant les formalités relatives à la procédure d'exclusion d'un membre est disponible au greffe de la Cour supérieure, district de Montréal ou encore, vous pouvez communiquer avec le procureur du groupe et de la représentante et de la personne désignée en lui laissant votre adresse courriel ou autre adresse.

L'adresse du procureur de la représentante, de la personne désignée et des membres est:

**Me Mike Diomande, Avocat**  
Papa-Mike Diomande, avocat  
4, rue Notre-Dame Est, bureau 1001  
Montréal, (Québec) H2Y 1B8  
Téléphone : (514) 868-0553  
Télécopieur : (514) 868-0554  
Courriel : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

Les membres peuvent consulter le registre central des actions collectives à l'adresse suivante :

[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)

---

**LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**TAKE NOTICE** that on August 7, 2019, the Superior Court of Quebec authorized the Quebec Black coalition of Québec and Alexandre Lamontagne to bring a class action for racial profiling against the City of Montreal, on behalf of the following persons:

**“Any racialized person who, in Montréal between August 14, 2017 and January 11, 2019 (for the person who suffered body injury) or between July 11, 2018 and January 11, 2019 (for the person who has not suffered body injury), following a proactive intervention by a police officer of the City of Montreal, was arrested, and / or detained without justification and was subjected to racial profiling, a violation of his rights as a citizen and / or any other violation of his rights guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and / or the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms”**

The class action alleges that the City of Montreal's police officers, in the performance of their duties and in a position of authority, made discriminatory acts based on racial profiling.

Thus, financial compensation is claimed for the members of the class group.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the Clerk of the Superior Court of the District of Montreal by registered or certified mail at 1 Notre-Dame Street East, Suite 1.120, Montreal, Quebec, H2Y 1B6 no later than **February 7, 2020**.

Please note that **if you wish to be included in this class action**, you have nothing to do at the moment and there are no claims to be made or any amounts to be distributed at this time.

A member is not called upon to pay the costs of the class action if dismissed by the Court.

A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.

The full text of the present Notice, including the formalities related to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, District of Montreal and on the websites [www.tribunaux.qc.ca](http://www.tribunaux.qc.ca) and [www.litigeciviletfamilial.ca](http://www.litigeciviletfamilial.ca)

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS IS:

**Me Mike Diomande, avocat**

Papa-Mike Diomande, avocat

Phone ; (514) 868-0553

Fax : (514) 868-0554

Email : [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL**

**NOTICE TO CLASS MEMBERS FOLLOWING A JUDGMENT  
GRANTING AUTHORIZATION TO INSTITUTE A CLASS ACTION**

**LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC ET ALEXANDRE LAMONTAGNE  
CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL**

**500-06-000967-196**

**TAKE NOTICE** that the bringing of a class action was authorized on August 7, 2019, by judgment of the Honorable Justice André Prévost, of the Superior Court of Quebec against the defendant, City of Montreal, on behalf of the persons forming part of the group described below, namely:

**“Any racialized person who, in Montréal between August 14, 2017 and January 11, 2019 (for the person who suffered body injury) or between July 11, 2018 and January 11, 2019 (for the person who has not suffered body injury), following a proactive intervention by a police officer of the City of Montreal, was arrested, and / or detained without justification and was subjected to racial profiling, a violation of his rights as a citizen and / or any other violation of his rights guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and / or the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms”**

The status of the representative for the exercise of this class action has been attributed to the Black coalition of Quebec and to the designated person, Alexandre Lamontagne.

The principal issues to be dealt with collectively are as follows:

- (1) “Did the police officers employed by City of Montreal, in the exercise of their functions and in a position of authority, engage in discriminatory acts based on racial profiling contrary to article 10 of the Charter of Human Rights and Freedoms?”
- (2) Did the police officers employed by City of Montreal violate the constitutional and / or quasi-constitutional rights of those arrested, and detained, as provided for in the Quebec Charter, the Canadian Charter and the International Convention on Civil and Political Rights?
- (3) Did police officers employed by City of Montreal commit any abuse of process?
- (4) Did police officers employed by City of Montreal commit any abuse of rights?
- (5) Did the fault committed by police officers employed by City of Montreal cause damage to the members of the group?
- (6) Are police officers employed by City of Montreal liable for the damages suffered by the members of the group?



- (7) Is City of Montreal liable for damages caused to members of the group by its police officers in the performance of their duties?
- (8) What is the amount of damage caused to the members of the group?
- (9) Is it appropriate to award exemplary damages for abuse of rights and for violation of fundamental rights under the Quebec Charter and the Canadian Charter? If so, how many?"

The conclusions sought by the Black coalition of Quebec and the designated person, Alexandre Lamontagne, in relation to those issues are as follows:

- CONDEMN City of Montreal to pay the designated person and each member of the group compensation for the violation of their fundamental rights with interest from the service of this application and the additional indemnity provided for in Article 1619 of the Civil Code of Quebec;
- CONDEMN City of Montreal to pay the designated person and each member of the group exemplary damages;
- ORDER the collective recovery of claims of members;
- ORDER the liquidation of the individual claims of members;
- CONDEMN City of Montreal to pay to the designated person and to each member of the group the amount of his individual claim, with interest since the service of this application and the additional indemnity provided for in article 1619 of the Civil Code of the Quebec;
- DECLARE that the final judgment to intervene does not extinguish the rights of members to claim from Ville de Montréal any other damage they may suffer as a result of faults committed by its employees and which would not be the subject of this class action;
- WITH LEGAL COSTS including experts' expenses and fees and costs relating to the publication of notices to class members.

**If you wish to be included in this class action**, you have nothing to do.

If you are not a class representative or an intervenor to the class action, you do not have to pay legal costs for the class action.

**If you do not wish to be bound by this class action**, you may exclude yourself by sending the clerk of the Superior Court a registered or certified mail with your exclusion form.

Your letter must be sent before **February 7, 2020 at 16:60** to the following address:

**Clerk of the Superior Court  
Montreal Courthouse  
File: 500-06-000967-196  
1 Notre Dame Street East, Office 1.120  
Montreal, Quebec  
H2Y 1B6**

If you exclude yourself, you will not be able to obtain payment if the class action is granted or if a settlement occurs.

Any member of the group, who will not be excluded, will be bound by any judgment and any transaction / settlement to intervene on the class action.

Any member of the group who has already made a personal claim for the same purpose as the class action shall be deemed to exclude himself from the group if he does not withdraw from his claim before expiry of the exclusion period.

A member may request to intervene in the class action, and this request may be authorized by the Court if it is considered useful to the group.

A new notice will be published at the time of the final judgment on the class action.

A notice to members regarding this action, including the formalities relating to the procedure of exclusion of a member is available at the office of the Superior Court, District of Montreal or still, you can communicate with the attorney of the group and the representative and the designated person by leaving your email address or other address.

THE ATTORNEY FOR THE REPRESENTATIVE AND CLASS MEMBERS IS

**Me Mike Diomande, lawyer**  
Papa-Mike Diomande, lawyer  
4 Notre-Dame Street East, Office 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8  
Phone; (514) 868-0553  
Fax: (514) 868-0554  
Email: [mikediomande.avocat@bellnet.ca](mailto:mikediomande.avocat@bellnet.ca)

Members may consult the Central Register of Class Actions at the following address:

[www.registredesactionscollectives.quebec](http://www.registredesactionscollectives.quebec)

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE TRIBUNAL**

Cour supérieure : 500-06-000967-196

**FORMULAIRE D'EXCLUSION**

**LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC  
ET ALEXANDRE LAMONTAGNE CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL**

CE FORMULAIRE VOUS EXCLUT DE L'ACTION COLLECTIVE ET VOUS EMPÊCHERAIT, LE CAS ÉCHÉANT, D'OBTENIR COMPENSATION POUR DES ATTEINTES À VOS DROITS EN VERTU DU JUGEMENT À INTERVENIR DANS L'ACTION COLLECTIVE DE LA LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC ET ALEXANDRE LAMONTAGNE C. LA VILLE DE MONTRÉAL

N'UTILISEZ PAS CE FORMULAIRE SI VOUS VOULEZ OBTENIR COMPENSATION POUR DES ATTEINTES À VOS DROITS EN VERTU DU JUGEMENT À INTERVENIR.

\*ENGLISH VERSION AVAILABLE UPON REQUEST AT  
[LITIGECIVILETFAMILIAL.CA](http://LITIGECIVILETFAMILIAL.CA)

**IDENTIFICATION DU MEMBRE DU GROUPE**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse de résidence :

No civique Rue app.

Ville (municipalité) Province Code postal : \_\_\_\_\_

Adresse de courriel : \_\_\_\_\_

Téléphone (Résidence) : \_\_\_\_\_

Téléphone (Travail ou cellulaire) : \_\_\_\_\_

**DECLARATION**

Je, soussigné, \_\_\_\_\_, déclare ce qui suit :  
(nom en lettres moulées)

1. Je suis membre du Groupe décrit à l'action collective ;
2. Je désire m'exclure de l'action collective et je comprends que ce faisant, je ne

---

serai pas lié par un jugement final dans la présente instance.

ET J'AI SIGNÉ CE \_\_\_\_\_ 2019

---

Signature

**Au plus tard le 7 février 2020, le présent formulaire doit :**

- a) Être déposé ou transmis au Greffier de la Cour supérieure de Montréal, la date d'oblitération postale faisant foi, à l'adresse ci-après :

Grefe de la Cour supérieure  
Action collective Dossier 500-06-000967-196  
Palais de justice de Montréal  
1, rue Notre-Dame Est, bureau 1.120  
Montréal (Québec)  
H2Y 1B6

- b) Avec une copie par courriel à l'adresse suivante [mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) ou par la poste à :

Profilage racial  
Action collective  
4, rue Notre-Dame Est, bureau 1001  
Montréal, Québec H2Y 1B8

**EXCLUSION FORM**

**BLACK COALITION OF QUEBEC  
AND ALEXANDRE LAMONTAGNE AGAINST THE CITY OF MONTRÉAL**

THIS FORM EXCLUDES YOU FROM THE CLASS ACTION AND PREVENTS YOU, IF ANY, FROM OBTAINING COMPENSATION FOR BREACHES OF YOUR RIGHTS UNDER THE JUDGMENT TO BE INTERVENED IN THE CLASS ACTION OF THE BLACK COALITION OF QUEBEC AND ALEXANDRE LAMONTAGNE C. THE CITY OF MONTREAL.

DO NOT USE THIS FORM IF YOU WANT TO OBTAIN COMPENSATION FOR BREACHES OF YOUR RIGHTS UNDER JUDGMENT TO INTERVENE.

\* VERSION FRANÇAISE AVAILABLE UPON REQUEST AT [litigeciviletfamilial.ca](http://litigeciviletfamilial.ca)

**IDENTIFICATION OF THE GROUP MEMBER**

First and last name: \_\_\_\_\_

Residence address:

\_\_\_\_\_

No civic Street app:

\_\_\_\_\_

City (Municipality) Province Postal Code: \_\_\_\_\_

Email Address: \_\_\_\_\_

Telephone (Residence): \_\_\_\_\_

Telephone (Work or cell): \_\_\_\_\_

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, declare the following: (print name)

1 I am a member of the Group described in the class action;

---

2. I wish to be excluded from the class action and I understand that by doing so, I will not be bound by a final judgment in this proceeding.

AND I SIGNED THIS \_\_\_\_\_ 2019

\_\_\_\_\_  
Signature

**By February 7, 2020, this form must:**

(a) be filed or transmitted to the Clerk of the Superior Court of Montreal, the postmarked date of cancellation, at the following address:

Clerk of the Superior Court  
Class Action File 500-06-000967-196  
Montreal Courthouse  
1 Notre-Dame Street East, Suite 1.120  
Montreal, Quebec)  
H2Y 1B6

b) with a copy by email at the following address:  
[mikediomande@litigeciviletfamilial.ca](mailto:mikediomande@litigeciviletfamilial.ca) or by mail at:

Racial profiling  
Class action  
4 Notre-Dame Street East, Suite 1001  
Montreal, Quebec H2Y 1B8